

LE SOMMET DES PAYS FRANCOPHONES EN PRÉPARATION

Le Canada n'arrivera pas les bras chargés

BERNARD DESCÔTEAUX

OTTAWA — Le Sommet des pays francophones de la mi-février ressemblera à bien des égards à une réunion du Commonwealth: d'anciennes colonies se retrouveront autour de leur ancienne métropole pour discuter de sécurité, désarmement et développement avec cependant une préoccupation propre aux pays francophones, l'avenir de leur langue commune.

Cette préoccupation relative à l'avenir du français comme grande langue mondiale sera ce qui distinguera le Sommet des pays francophones des réunions biennales du Commonwealth. Et indique-t-on chez ceux qui, dans la capitale fédérale, s'activent à préparer cette rencontre, c'est fort probablement en ce domaine que l'on devrait enregistrer de véritables résultats concrets immédiats.

Le parallèle entre le Sommet de la francophonie avec le Commonwealth est inévitable. L'ex-président du Sénégal, Léopold Senghor, qui s'est fait l'un des premiers le promoteur de l'idée il y a presque vingt ans s'était inspiré à cette organisation à laquelle nombre de pays africains voisins du sien avaient adhéré au moment de rompre leurs liens coloniaux avec la Grande-Bretagne.

Lorsqu'ils se réuniront à Paris du 17 au 19 février, les 38 chefs d'État ou de gouvernement adopteront de fait un fonctionnement similaire aux 48 chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth. Après une cérémonie d'ouverture qui sera publique, les participants au sommet se retireront derrière des portes closes pour discuter. Et sauf pour les questions de coopération et de développement, le communiqué final ne devrait contenir que des déclarations de principe.

Il y aura cinq grands blocs de discussion. Ainsi, on fera d'abord un tour d'horizon de la situation politique. On discutera alors des questions de paix et sécurité, mais tout comme lors de la réunion du Commonwealth l'automne dernier à Nassau, la question de l'apartheid en Afrique du Sud dominera. Aucun pays africain francophone ne fait partie des pays dits de première ligne, directement voisins de l'Afrique du sud, mais on peut compter sur le président sénégalais Abdou Diouf pour soulever la question à son titre de président de l'Organisation des pays africains.

Le deuxième sujet de l'ordre du jour sera les questions économiques. Seront abordées alors les questions qui intéressent au plus haut point les pays en voie de développement: l'endettement, le prix des matières premières, les négociations commerciales multilatérales. Aucune décision ne sera prise à Paris,

mais les pays participant pourront harmoniser leurs positions lorsque viendra le temps d'aborder ces sujets dans les forums spécialisés tels le Gatt, la FMI, la Banque mondiale.

Les troisième et quatrième blocs de discussion auront pour thème la coopération. Dans un premier temps, on discutera de développement économique. À cause de la prédominance africaine au sommet (22 pays sur 38), le débat sera par la force des choses orienté en majeure partie sur les problèmes africains: la crise de

l'agriculture, l'auto-suffisance et l'énergie. Dans un deuxième temps, on discutera de coopération culturelle et technique.

L'avenir linguistique de la francophonie sera l'élément majeur du débat sur la coopération culturelle. L'objectif que se sont fixés le 15 décembre les pays participants au sommet est de dégager une volonté commune de relever les défis de la langue française. Par exemple, il faut que d'ici l'an 2000 l'ordinateur parle le français, indique-t-on au ministère des Affaires extérieures. En fait on discutera beaucoup d'informatique, d'accès des pays en voie de développement aux banques de données des pays développés, de télécommunications, de diffusion de la culture française par le biais de l'édition mais aussi de la télévision.

Les projets ne manqueront pas dans le domaine de la coopération culturelle. Plusieurs pays ont fait déjà leurs devoirs. Le Québec, le Canada et la France devraient pouvoir apporter une contribution spéciale. Ainsi, depuis 1983, le gouvernement français a-t-il réorganisé et réactivé les groupes chargés de la protection de la langue française. À l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) on a aussi quelques projets en réserve. Rappelons qu'une conférence des ministres des Communications des pays membres de l'ACCT a eu lieu au Caire il y a un an. On y a discuté entre autres projets d'échange d'émissions de télévision via satellite, ce qui, ont noté les Canadiens, semble beaucoup plaire aux pays africains.

Le dernier bloc de discussion portera sur l'avenir des institutions francophones internationales. Si on abordera l'élargissement possible du rôle du Haut conseil de la langue française créé par Paris en 1983 auquel le Québec et le Canada participent, le principal sujet de préoccupation sera l'ACCT. Créé en 1970, cet organisme souffre d'essoufflement. Sa dernière conférence générale a eu lieu il y a trois semaines et la réalisation prochaine du sommet y a insufflé déjà du dynamisme, a noté la ministre canadienne des Relations extérieures, Mme Monique Vézina.

Les chefs d'État et de gouvernement auront à décider en fait s'ils confient à l'ACCT ou à un nouvel organisme le soin d'agir comme secrétariat du sommet. Mme Vézina souligne que personne ne veut certes pas assister à la naissance d'une nouvelle superstructure additionnelle dans un contexte où plusieurs pays sont en période de compressions

budgétaires.

Le Canada n'entend pas arriver pour sa part au sommet de Paris avec une série de projets en réserves pour marquer sa participation. Mme Vézina précise bien qu'il est hors de question de vouloir improviser. On fera ses devoirs, on travaillera étroitement avec le Québec et le Nouveau-Brunswick dans la préparation des dossiers. Le succès du sommet ne se mesurera en nombre de projets qui seront adoptés. Le seul fait que le sommet ait lieu après presque 20 ans de discussion est déjà un succès, croit-on. « C'est la francophonie agissante », souligne Mme Vézina, reprenant une expression de l'ambassadeur canadien à Paris, Lucien Bouchard.

Le rôle du Canada dans ce sommet pourrait se mesurer autrement qu'au nombre de projets qu'il pourrait soumettre. Son leadership pourrait être déterminant. Le Canada a déjà l'expérience des conférences du Commonwealth auxquelles il participe depuis le début en 1948. À ce titre il pourrait apporter une contribution majeure au plan des préparatifs. Par exemple, il a insisté déjà sur la nécessité de limiter le sommet aux chefs d'État et de gouvernement plutôt que de l'élargir aux ministres en créant des tables de discussions sectorielles. On croit qu'il sera plus fonctionnel de tout faire reposer sur les présidents et premiers ministres.

Le rôle du premier ministre Brian Mulroney pourra aussi être majeur. Bien que ce sera sa première rencontre avec presque tous les chefs d'État et de gouvernement qui seront à Paris, il sera familier avec la dynamique de ce genre de rencontre ayant participé à la conférence du Commonwealth à Nassau où il a assumé un certain leadership sur la question de l'apartheid. Son rôle, tout comme celui du premier ministre Robert Bourassa, pourra être d'autant plus déterminant que le Canada et le Québec pourraient être perçus par les pays en voie de développement comme contrepoids à la France.

Il n'y a pas au sein de la francophonie un grand pays parmi les pays en voie de développement qui puisse assumer un leadership et jouer ce rôle de contrepoids à la France. Ce rôle est assumé au sein du Commonwealth par l'Inde. L'Algérie aurait pu jouer ce rôle mais a décliné l'invitation à participer au Sommet. La Suisse ayant décliné aussi l'invitation à participer au sommet, le Canada sera le seul pays à ne pas être, contrairement à la France et à la Belgique, un ancien colonisateur.

DEMAIN: l'approche québécoise